

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JANVIER 2017

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 13

Pouvoir : 3

L'an deux mille dix-sept et le vingt-trois janvier, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué le dix-neuf janvier deux mille dix-sept, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, RNET-YAGUE Delphine, SILVA Alain.

Absents et excusés :

**GARCIA Éric (pouvoir à SILVA Alain),
MARTIN Alain (pouvoir à PELLERIN Annick),
PALDACCI-UVERNET Antony (pouvoir à M. le MAIRE),
LAMBERT Éliane,
LESUEUR Frédéric,
SCHLICHTER Danièle.**

Désignation du secrétaire de séance : Mme DIETRICH-WEISS Élisabeth.

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Arrivée de Mme Delphine RNET-YAGUE à 18h15

1. TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE PLU/PLUI ET OPPOSITION AU TRANSFERT AUTOMATIQUE.

Vu la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle,

Vu la loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et notamment son article 136,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 27 septembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté de communes Cœur du Var, et qui ne définit pas la

compétence « plan local d'urbanisme » comme une composante de la compétence aménagement de l'espace de la Communauté de communes Cœur du Var,

Considérant que la Communauté de communes Cœur du Var n'est actuellement pas compétente en matière de « plan local d'urbanisme », et que la loi 2014-366 prévoit dans son article 136 que les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent décider jusqu'au 27 mars 2017 de transférer la compétence en matière de plan local d'urbanisme, et à défaut si les communes ne se sont pas prononcées en faveur du transfert, celui-ci sera automatique à compter du 27 mars 2017.

Considérant toutefois que la loi 2014-366 prévoit la possibilité d'un report du transfert automatique en cas d'opposition des communes membres, si entre le 27 décembre 2016 et le 27 mars 2017, au moins 25% des communes représentant au moins 20% de la population s'opposent au transfert automatique de la compétence à l'échéance du 27 mars 2017, ce transfert étant alors reporté au 1^{er} janvier 2021,

Considérant que les conditions de la planification du projet d'aménagement et de développement durable de la commune ne permettent pas aujourd'hui de garantir sa bonne mise en œuvre dans le cadre d'un transfert au 27 mars 2017 de la compétence en matière de plan local d'urbanisme à la Communauté de communes Cœur du Var,

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que les études du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et les négociations avec l'État se poursuivent, en attendant, à compter du mois de mars 2017 la Commune sera dans l'obligation d'appliquer le règlement national d'urbanisme (R.N.U).

Afin que les terrains actuellement constructibles le restent, les propriétaires devront déposer un certificat urbanisme, ce dernier est valable 18 mois et n'est pas renouvelable.

M. le Maire souligne les difficultés rencontrées au cours de l'élaboration du P.L.U.

En effet, l'État ne veut autoriser que les constructions uniquement dans les zones qui disposent déjà du tout à l'égout. De plus, seuls les terrains bénéficiant d'une borne à incendie à moins de 300 mètres pourront être constructibles. La Commune défend son territoire.

M. BOISBOURDIN : « A ce jour, ce sont 4500 Communes en France qui ne sont pas passées en P.L.U. et donc l'État sera le seul instructeur des permis de construire jusqu'à l'adoption du P.L.U. ».

M. le Maire informe que toutes les Communes Cœur du Var s'opposent à ce transfert de compétence.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De s'opposer au transfert automatique à compter du 27 mars 2017 de la compétence en matière de plan local d'urbanisme à la Communauté de communes Cœur du Var, conformément aux conditions prévues par la loi n° 2014-366, article 136.

Adopté à l'unanimité

2. RENOUELEMENT DE LA CONVENTION « MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX COLLECTIVITÉS DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF CONFIEE À L'A.R.P.E. (AGENCE RÉGIONALE POUR L'ENVIRONNEMENT P.A.C.A.) PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR ».

M. Serge BUISINE, Adjoint au Maire, expose que l'A.R.P.E. est une agence publique régionale qui a pour mission principale de développer et aider à la prise en compte de l'environnement dans tout projet relatif au territoire de Provence Alpes Côte d'Azur pour le compte des pouvoirs publics et des collectivités territoriales.

Fruit de la volonté commune de la Région et des Départements de disposer en région Provence Alpes Côte d'Azur d'un outil technique de terrain, l'Agence opère au quotidien pour initier et accompagner le montage de projets en environnement, explorer et valider de nouveaux procédés d'interventions pour sensibiliser, informer et animer.

L'A.R.P.E. propose à la Commune du Thoronet de renouveler la convention d'assistance technique dans le domaine de l'assainissement collectif s'agissant de la réalisation de diagnostic et d'un suivi régulier des ouvrages d'assainissement collectif, de dépollution des eaux usées et traitement des boues ainsi que la validation et l'exploitation des résultats afin d'assurer une meilleure performance des ouvrages.

La Convention est établie pour une durée de quatre ans et la contrepartie financière s'élève à 1698 euros au titre de l'année 2017.

Ce montant est réévalué chaque année au prorata du nombre d'habitants (0€61/habitant).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De renouveler la convention « Mission d'assistance technique aux collectivités dans le domaine de l'assainissement collectif confiée à l'A.R.P.E. par le Conseil Départemental du Var ».

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer la dite-convention.

Adopté à la majorité des membres présents

(M. Éric BESSONE s'abstient)

3. ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T : AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT À HAUTEUR DE 25% DU BUDGET PRINCIPAL 2016.

M. Serge BUISINE, Adjoint au Maire, rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code Général des Collectivités territoriales :

« L'exécutif de la collectivité territoriale est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, en l'absence d'adoption du budget avant cette date l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits, lesquels sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est alors en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis ».

M. BUISINE propose donc au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au budget principal 2016 hors remboursement de dettes, en € T.T.C.	337 116,05 €
Montant pouvant être affecté en € T.T.C.	84 279,01 €

M. BUISINE présente les dépenses d'investissement par chapitre et articles :

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT TTC
Logiciel facturation cantine (prestations d'installation et paramétrages)	2051	7 107,00 €
Photocopieurs école	2183	7 809,60 €
Poteau incendie	21568	1 127,10 €
Aménagement d'un trottoir route de Lorgues	2151	26 300,16 €
TOTAL CHAPITRE		42 343,86 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-dessus, pour un montant total de 42 343,86 € T.T.C., le vote étant réalisé par chapitre.

ARTICLE SECOND : Que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

Adopté à l'unanimité

<p>4. <u>DEMANDE DE FONDS RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (F.R.A.T.) 2017 – AIDE À L'AMÉNAGEMENT D'ESPACES PUBLICS.</u></p>

M. Serge BUISINE, Adjoint au Maire, expose aux membres de l'assemblée délibérante que la commune connaît une forte croissance de sa population ; nombre d'entre eux habitent en périphérie immédiate du centre urbain et se rendent à pied jusque dans la zone commerciale et continuant jusqu'au cimetière. Les familles longent une départementale (RD 17) qui ne dispose d'aucun aménagement garantissant leur sécurité durant leur trajet.

Afin de palier à cet état de fait et de permettre aux thoronéens de pouvoir se rendre en centre-ville en toute sécurité, la commune prévoit de réaliser la sécurisation des piétons se rendant dans la zone commerciale ainsi qu'au cimetière par la réalisation d'un trottoir le long RD17 allant du monument aux Morts jusqu'au pont près du cimetière au sein de l'agglomération thoronéenne.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 54 921.00€ H.T.

M. Serge BUISINE propose de demander une subvention F.R.A.T. 2017 au Conseil Régional.

Il est précisé qu'il s'agit du monument au Morts des Lorguais.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De charger Monsieur le Maire de procéder à l'aménagement d'espaces publics.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de réaliser le dossier de demande de subvention F.R.A.T. 2017 auprès du Conseil Régional pour un montant le plus haut possible.

Adopté à la majorité des membres présents

(Mme Delphine RONET-YAGUE s'abstient)

INFORMATIONS DIVERSES

Par M. LE MAIRE :

- Lecture des remerciements pour le colis des anciens.
- Lecture des vœux à l'équipe municipale et remerciements pour le travail des équipes techniques.
- Lecture courrier de M. le Préfet informant du rattachement de la Commune du Thoronet à l'arrondissement de Brignoles, à compter du 1^{er} janvier 2017.

- M. le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune a réalisé des recours en annulation contre les délibérations portant sur les modalités de calcul de la contribution du Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.), et informe que ce dossier a été traité par le Tribunal Administratif de Toulon, le rapporteur donnant raison à la Commune. La décision définitive sera notifiée dans un mois maximum.
- M. le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'à compter de 2017, la promotion du tourisme est transférée à la Communauté de Communes Cœur du Var. Ce transfert conduira à l'établissement de conventions prévoyant que la Communauté de Communes financera à hauteur de 500 € par an le poste de l'agent municipal thoronéen au tourisme. Ce montant a été fixé suite à l'étude d'un cabinet extérieur (Mme PELLERIN communiquera ledit rapport lors du prochain Conseil Municipal).
- M. le Maire donne la parole à Mme GOTHSENER, habitante du chemin de la Gourgue de Blanc. Cette dernière explique aux membres de l'assemblée délibérante, la problématique rencontrée s'agissant de l'état du chemin et le retrait, prochainement, des containers collectifs des ordures ménagères par la Communauté de Communes, si ce dernier n'est pas goudronné.

M. le Maire explique que le chemin étant privé, il ne peut être goudronné par la Commune. Pour que cela puisse être réalisé, tous les propriétaires doivent céder à la Commune une partie de leur parcelle, représentant l'emprise du chemin (5 mètres de largeur) pour établir le chemin communal. Comme tous n'ont pas donné leur accord, ceci n'est pas possible en l'état.

Un débat à lieu.

M. le Maire prendra contact avec M. HERMIER, Adjoint au responsable du pôle environnement de la Communauté de Communes Cœur du Var afin que les containers des ordures ménagères ne soient pas retirés malgré l'état du chemin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h40.

La secrétaire de séance

Mme Élisabeth DIETRICH-WEISS